

L'agro-révolution arc-en-ciel

Jean Semal

Rédacteur en chef

N'est-il point surprenant que l'accès à la nourriture ne figure pas parmi les droits humains fondamentaux proclamés dans tant de textes célèbres ? Peut-être la chose va-t-elle à ce point de soi qu'il était jugé superfétatoire de l'explicitier.

Certes, depuis un demi-siècle, les chartes et déclarations d'intention de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) et autres organismes internationaux ont identifié l'objectif d'une nourriture saine et suffisante pour tous et ont préconisé les modes opératoires en vue de progresser dans cette voie. Mais, à l'issue de tant de programmations et d'efforts, il reste toujours autant de sous-alimentés et de mal nourris sur notre planète. Il y a quelques mois à peine, le sang de ceux qui revendiquaient le droit de produire leur alimentation a rougi à nouveau la terre des Amériques. Car pour certains, la possibilité de manger et de nourrir leurs proches s'identifie à la capacité d'élaborer eux-mêmes leur base alimentaire en marge des systèmes marchands monétarisés, ce qui présuppose l'accès à un minimum de moyens de production, monopolisés en l'occurrence dans les « latifundia ».

Au cours des récentes décennies, les déséquilibres climatiques, l'instabilité sociale et politique ainsi que les contraintes économiques et financières ont perturbé récoltes, élevages et filières agro-alimentaires, tandis que la pression démographique, l'épuisement des ressources, l'urbanisation croissante et la montée de la pauvreté ont constitué

autant de facteurs d'aggravation du déficit alimentaire dans maintes régions. Et voici que, depuis peu, la diminution sur le plan mondial de la production et des stocks des principales céréales a fait que l'offre ne suffit plus à la demande, avec pour résultat une flambée des prix sur les marchés internationaux.

C'est dire que le Sommet mondial de l'alimentation, qui se tiendra à Rome en novembre 1996, vient à son heure. C'est dire aussi que la Révolution doublement verte, qui est présentée à cette occasion dans le présent numéro des *Cahiers Agricultures*, retiendra l'attention des partenaires qui veulent relever l'immense défi de la faim.

À cet égard, nous pensons utile de mettre la question de l'alimentation mondiale en perspective en la situant dans ses dynamiques spatio-temporelles. Reportons-nous plus d'un quart de siècle en arrière. En 1969, le journaliste Gene Gregory relate dans le *Courrier de l'Unesco* les recherches conduites depuis 1944 par la Fondation Rockefeller en Amérique latine et en Asie, dans le domaine des variétés végétales et de leurs modes de culture. L'application à grande échelle des résultats ainsi obtenus a rendu, en quelques années, le Mexique, les Philippines, la Thaïlande et l'Inde, exportateurs de céréales à partir d'une situation antérieure de grave déficit alimentaire. Monsieur Boerma, Directeur général de la FAO à l'époque, en concluait que l'agriculture des pays en développement était sur le point de « décoller ». Pour la fin du XX^e siècle, on avait l'espoir de produire assez d'aliments pour bien

J. Semal : Unité de phytopathologie, Faculté des Sciences agronomiques, 2, passage des Déportés, B-5030-Gembloux, Belgique.

nourrir l'humanité, grâce aux performances scientifiques et technologiques. Les rendements devaient atteindre 26 tonnes de blé et 43 tonnes de maïs à l'hectare. On prévoyait que, au cours de sa vie, une vache produirait en moyenne 13 tonnes de lait annuellement. Les ordinateurs, les radars et les appareils de commande à distance allaient régler les travaux des champs, tandis que d'immenses dômes en matière plastique permettraient de contrôler le milieu de croissance des végétaux. Des avions répandraient des produits miracles sur les cultures, tandis que des truies automatiques élèveraient les cochons de lait. Sur la base de telles analyses prospectives, Monsieur Boerma ne voyait pas pourquoi les rendements agricoles, dans la plupart des pays en développement, n'augmenteraient pas au même rythme que ceux des pays avancés, « car la nature a été raisonnablement impartiale dans la distribution des richesses, tant naturelles qu'humaines ». Ayant suffisamment de connaissances techniques et comprenant assez bien la nature humaine, on pourrait faire en sorte que le monde soit bien nourri à l'avenir, et les trente dernières années du siècle devaient permettre de mener à bien cette tâche gigantesque, d'autant que l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) et la Banque mondiale se disaient prêts à la financer.

Tels étaient à l'époque les points de vue des autorités compétentes en la matière alimentaire. Tels étaient les objectifs définis pour l'an 2000 : il nous reste quatre ans pour les atteindre !

Mais revenons sur terre : qu'est-il advenu de ces prévisions utopiques élaborées dans le contexte de ce qui fut appelé « Révolution verte » ? Comment faire pour que, à l'avenir, les révolutions agraires qu'on nous promet réalisent leurs objectifs déclarés tout en contrôlant mieux leurs effets pervers éventuels ?

À cet égard, nous souhaiterions approfondir notre réflexion dans trois directions qui sont des axes permanents de la sécurité alimentaire : les limites technologiques, les fractures socio-économiques et les balises d'une approche qui soit à la fois réaliste et volontariste, pour contribuer à éradiquer un mal d'autant moins

acceptable que les moyens matériels d'y porter remède sont à portée de main.

Le mythe du progrès technologique illimité, que nous avions qualifié en son temps de « miraculeuse », a eu quelque difficulté à s'imposer durablement dans le domaine de l'agriculture. Dès les années 80, les rendements des produits issus de la Révolution verte plafonnaient tandis que, à l'époque, les biotechnologies prenaient le relais ; d'aucuns annonçaient alors que le génie génétique allait bientôt résoudre le problème de la faim dans le monde. Aujourd'hui que cette croyance semble quelque peu passée de mode sévit le règne de la compétitivité à tout prix, véritable dictature du « profitariat », avec ses conséquences, comme celle des vaches « folles », un qualificatif qu'il conviendrait de réserver aux méthodes de production insensées qui ont généré les bovins malades. Car ces méthodes et les filières qui les utilisent illustrent parfaitement comment, en matière agricole, l'appât inconsidéré du gain peut faire courir aux sociétés et aux agricultures des dangers biologiques et des pertes économiques sans commune mesure avec les bénéfices escomptés. Les différentes étapes de cette déviance sont maintenant connues et l'ampleur prise par le processus, malgré quelques avertissements vite étouffés, témoigne d'inquiétantes complicités au sein des *establishments* concernés.

Un autre mythe se rapporte à la « croissance » et à ses vertus supposées en matière de généralisation du bien-être et de résorption de la pauvreté, laquelle est généralement camouflée sous l'ambiguïté des moyennes, des seuils et des échelles. La stagnation quasi généralisée du baromètre socio-économique que représente l'indice de croissance quantitative laisse mal augurer aujourd'hui de toute amélioration sensible du niveau d'existence des plus démunis si les choses demeurent en l'état. D'où la nécessité de redresser la barre du vaisseau planétaire en certifiant les objectifs et les méthodes, de sorte que des résultats tangibles soient atteints dans des délais requis par l'urgence des problèmes à affronter. C'est ici que s'ouvre un terrain d'action de choix pour la Francophonie, qui rassemble des pays parmi les plus riches (mais qui ont leurs

pauvres) et d'autres parmi les plus pauvres (mais qui ont leurs riches).

Sur le plan général, les points forts d'une telle action ont été parfaitement identifiés dans ce numéro par Michel Griffon et Jacques Weber. Il s'agit d'accroître rapidement la production, en accord avec les conditions écologiques et sociologiques régionales, en équilibrant les incitants économiques et en régulant les rapports entre zones urbaines et rurales, avec la participation des populations concernées. Mais ce ne sera pas chose aisée que de modifier l'ordre des choses, après des décennies de triomphalisme technologique, de suffisance intellectuelle et de rupture des solidarités.

À notre niveau, qui est celui de l'enseignement supérieur et de la recherche, nous renforcerons notre coopération avec les réseaux institutionnels et thématiques de l'Aupelf-Uref, dont le kaléidoscope des partenaires, tant du Nord que du Sud, devrait rendre possible le développement d'un élan de compréhension et d'action, où la raison et le sentiment noueraient des relations complices en un arc-en-ciel prometteur. Mais l'arc-en-ciel naturel, s'il est riche d'une symbolique de diversité, est aussi éphémère. C'est dire le risque que, au-delà des discours et des écrits, aussi pertinents soient-ils, l'intérêt s'érousse et les réalisations s'enlisent. Faute d'une lame de fond qui sensibilise l'opinion publique et faute d'une volonté politique cohérente, on ne pourra définir valablement les stratégies ni mettre en œuvre efficacement les dispositifs qui s'imposent en matière d'alimentation mondiale.

Pour ce qui est du rôle des *Cahiers Agricultures*, c'est dans la conception et l'animation de réseaux de savoir, c'est dans la circulation des idées novatrices, c'est dans la sensibilisation du monde francophone que nous voyons l'essentiel de notre apport. C'est le sens que nous avons souhaité donner à la réalisation et à la diffusion du présent numéro.

Notre page de couverture porte un sigle qui explicite notre politique de soutien à la diversité dans la cohérence. C'est en mobilisant nos énergies et nos volontés dans son sillage que nous concevons la véritable agro-révolution arc-en-ciel, pacifique, humaniste et solidaire ■